

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

24 JANVIER 1984

PROJET DE LOI

relatif aux soldes et aux charges du passé
des Communautés et des Régions
et aux secteurs économiques nationaux

AVIS DE L'EXECUTIF REGIONAL WALLON SUR LE PROJET DE LOI RELATIF AUX SOLDES ET CHARGES DU PASSE DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS ET AUX SECTEURS ECONOMIQUES NATIONAUX

L'Exécutif a examiné le projet sous rubrique et exprime à son sujet l'avis suivant :

I. Il rappelle l'avis qu'il a rendu unanimement le 1^{er} décembre 1983 et qui figure en annexe.

II. Pour ce qui concerne l'article 10, § 2, du projet, l'Exécutif regrette l'absence de garantie de l'Etat attachée aux emprunts contractés par les sociétés visées au § 1 du même article.

Cette absence de garantie risque en effet de créer des déséquilibres entre Régions dans le traitement des dossiers des secteurs nationaux.

En tout état de cause, l'Exécutif ne pourrait se rallier qu'à une formule qui rencontre les intérêts des Régions et qui, tout en rassurant les bailleurs de fonds, permet de satisfaire les besoins des entreprises concernées.

III. D'autre part, l'Exécutif constate que la disposition de l'article 12 du projet est de nature à clarifier sur le plan juridique les interventions financières effectuées par le pouvoir national depuis 1979.

IV. L'Exécutif s'interroge sur les intentions du Gouvernement concernant le C.N.P.C. et les comités de bassin. Il souhaite qu'au sein du C.N.P.C., les représentants wallons disposent d'un droit de recours suspensif, propre à garantir le respect des accords de non-concurrence.

V. En outre, trois membres de l'Exécutif (MM. Dehousse, Busquin et Féaux) expriment les remarques complémentaires suivantes :

1. Sur le plan de la procédure et de la technique juridique, ils regrettent tout d'abord que l'Exécutif ne soit pas consulté par le Gouvernement, conformément aux lois de réformes institutionnelles, sur l'ensemble du projet en ce qu'il prévoit des dispositions concernant tant les moyens financiers des Régions que les secteurs nationaux.

Voir :

834 (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Décisions.
- N° 3 : Protocole.
- Nos 4 et 5 : Amendements.
- N° 6 : Avis du Conseil d'Etat.
- Nos 7 et 8 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

24 JANUARI 1984

WETSONTWERP

betreffende de saldi en de lasten van het verleden
van de Gemeenschappen en de Gewesten
en de nationale economische sectoren

ADVIES VAN DE WAAELSE GEWESTEXECUTIEVE OVER HET WETSONTWERP BETREFFENDE DE SALDI EN DE LASTEN VAN HET VERLEDEN VAN DE GEMEENSCHAPPEN EN DE GEWESTEN EN DE NATIONALE ECONOMISCHE SECTOREN

De Executieve heeft het bedoelde ontwerp onderzocht en daarover het volgende advies uitgebracht :

I. Zij herinnert aan het advies dat zij op 1 december 1983 eenparig uitgebracht heeft, welk advies in de bijlage is opgenomen.

II. Inzake artikel 10, § 2, van het ontwerp betreurt de Executieve dat de Staat zich niet borg stelt voor de leningen die door de in § 1 van hetzelfde artikel bedoelde vennootschappen aangegaan worden.

Derhalve bestaat het gevaar dat het tot een ongelijke behandeling van de Gewesten komt bij de afwikkeling van de dossiers in verband met de nationale sectoren.

Hoe dit ook zij, de Executieve zou alleen akkoord kunnen gaan met een formule die de belangen van de Gewesten dient en die niet alleen de geldschietters geruststelt, maar ook de mogelijkheid biedt in de behoeften van de betrokken bedrijven te voorzien.

III. Voorts constateert de Executieve dat artikel 12 van het ontwerp op juridisch vlak klaarheid kan brengen in de kwestie van de financiële tegemoetkomingen van de nationale overheid sinds 1979.

IV. De Executieve stelt zich vragen over de bedoelingen van de Regering ten aanzien van het N.C.P.C. en van de staalbekkencomités. Hij wenst dat de Waalse vertegenwoordigers in het N.C.P.C. een beroep met schorsende kracht zouden kunnen instellen, zodat de naleving van de « concurrentiebedingen » gegarandeerd wordt.

V. Bovendien maken drie leden van de Executieve (de heren Dehousse, Busquin en Féaux) de volgende bijkomende opmerkingen :

1. Inzake procedure en wetstechniek betreuren zij in de eerste plaats dat de Executieve, overeenkomstig de wetten tot hervorming der instellingen, door de Regering niet geraadpleegd werd over het hele ontwerp en met name over de bepalingen die zowel de financiële middelen van de Gewesten als de nationale sectoren betreffen.

Zie :

834 (1983-1984) :

- Nr 1 : Wetsontwerp.
- Nr 2 : Beslissingen.
- Nr 3 : Protocol.
- Nrs 4 en 5 : Amendementen.
- Nr 6 : Advies van de Raad van State.
- Nrs 7 en 8 : Amendementen.

2. Quant au fond, ces trois membres constatent que le projet de loi, comme le précédent, permet à la Région wallonne d'atténuer les difficultés nées du problème des charges du passé.

Toutefois, il ne rencontre toujours pas certaines préoccupations que l'Exécutif a exprimées et que le Conseil régional a faites siennes, à savoir :

- le paiement intégral des soldes des années antérieures en quatre années, à partir de 1982;
- la reprise par l'Etat, à partir de 1980, des amortissements et remboursements des emprunts émis entre 1975 et 1979 par la S.N.I. et la S.N.T.

3. MM. Dehousse, Busquin et Féaux notent également que l'article 3, § 4, du projet de loi prévoit que : « Les montants des soldes prévus aux §§ 1 et 2 et des crédits prévus au § 3 sont fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Exécutif de la Communauté française, de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif flamand », mais constatent qu'une réelle évaluation contradictoire à ce sujet n'a pas eu lieu. Ils regrettent d'autant plus cet élément que les montants prévus dans le précédent projet d'arrêté royal numéroté étaient inférieurs à la réalité des charges à prendre en considération pour ce qui concerne la Région wallonne, et notamment de celles qui découleraient de la mise en œuvre des garanties et de l'issue de procédures judiciaires.

4. D'autre part, les trois membres notent que, sur base du projet de loi, les droits de succession sont soustraits de la masse budgétaire ristournable aux Régions et aux Communautés, sans qu'une compensation ne soit introduite.

Ils ne peuvent admettre que l'assiette des recettes régionales soit ainsi diminuée, à plus forte raison lorsque, comme c'est le cas dans le projet, le Gouvernement ne formule pas de propositions quant à d'autres bases de ressources.

5. L'exposé des motifs de l'article 7 précise que la section particulière du budget des Affaires économiques sera adaptée de façon à permettre l'exécution correcte de l'accord du 26 juillet 1983. En outre, selon l'article 6, deuxième alinéa, du projet, les droits de succession sont réputés être localisés à l'endroit où la succession s'est ouverte.

Il semble dès lors en résulter que le projet gouvernemental :

- non seulement supprime les droits de succession de la liste des impôts ristournables aux Régions;
- mais en outre organise, conformément à l'analyse faite par le Conseil d'Etat, dans son avis du 14 décembre 1983, un « mécanisme d'imputation régionale d'engagements nationaux » conduisant inévitablement, en fin de compte, à une répartition inégale de moyens d'actions selon les Régions. Comme l'a précisé le Conseil d'Etat dans l'avis précité, un tel mécanisme va à l'encontre de la règle de la solidarité nationale qu'implique la loi spéciale du 8 août 1980 pour les secteurs nationaux et plus particulièrement son article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o.

6. MM. Dehousse, Busquin et Féaux estiment d'autre part que l'Exécutif est insuffisamment informé par le Gouvernement quant à plusieurs dispositions figurant dans le projet et souhaiteraient obtenir des éclaircissements à leur sujet.

a) *Le régime prévu pour les clauses de rachat de titres* (art. 2, § 1^{er}).

Les clauses relèvent de dispositions contractuelles et le projet de loi opère substitution de co-contractant sans accord de la personne juridique concernée, en l'occurrence la Région.

En étendant ainsi le système aux clauses de rachat de titres, le projet alourdit les charges financières qui résulteront pour les Régions de la mise en œuvre de la garantie.

b) *L'utilisation des montants transférés à la section particulière du budget des Affaires économiques* (art. 7).

Alors que les sommes affectées à cette section particulière sont identifiées régionalement quant à leur provenance, aucune indication n'est donnée par le texte du projet quant à leur destination.

c) *Les ressources des deux sociétés régionales.*

Aucune indication n'est fournie à ce sujet et la question prend d'autant plus d'importance qu'il semble que les emprunts contractés par ces sociétés ne bénéficieraient pas de la garantie de l'Etat, ce qui pénalise fortement la Région wallonne et nie le principe de la solidarité nationale (art. 10, § 1^{er}, deuxième alinéa).

Le financement de Cockerill-Sambre et des secteurs nationaux en cas de dépassement des enveloppes sera dès lors assuré par l'intermédiaire de deux sociétés régionales dont la capacité d'emprunt effective risque d'être variable de Région à Région, sans que cette différenciation soit fondée sur un critère objectif en rapport avec l'objet de la loi.

d) *L'institution d'un privilège spécial au profit des bailleurs de fonds* (art. 10, § 2).

Les trois membres constatent que le projet de loi n'apporte aucune précision quant au privilège spécial envisagé en lieu et place de la garantie de l'Etat.

2. Inzake de grond van het ontwerp constateren de drie leden dat het wetsontwerp evenals het vorige het Waalse Gewest in staat stelt de moeilijkheden in verband met de lasten van het verleden enigszins te verzachten.

Niettemin beantwoordt het nog altijd niet aan bepaalde wensen van de Executieve, die ook de Gewestraad tot de zijne heeft gemaakt, namelijk :

- de volledige betaling, in vier jaar en vanaf 1982, van de saldi der vorige jaren;

- de overname door de Staat, vanaf 1980, van de aflossingen en terugbetalingen van de leningen die tussen 1975 en 1979 door de N.M.H. en de N.L.M. werden aangegaan.

3. De heren Dehousse, Busquin en Féaux nemen er tevens nota van dat artikel 3, § 4, van het wetsontwerp bepaalt dat : « De bedragen van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde saldi en van de in § 3 bedoelde kredieten vastgesteld worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Vlaamse Executieve, van de Franse Gemeenschapsexecutieve en van de Waalse Gewestsexecutieve », maar zij stellen daarbij vast dat daaromtrent geen reële raming op tegenspraak werd gemaakt. Zij betreuren zulks des te meer omdat de bedragen waarin het vorige ontwerp van genummerd koninklijk besluit voorzorg, lager waren dan de reële lasten die voor het Waalse Gewest in aanmerking moeten worden genomen en inzonderheid lager dan die welke uit de toepassing van de waarborgen en uit de afloop van de gerechtelijke procedures zouden voortvloeien.

4. Voorts merken de drie leden op dat de successierechten door het wetsontwerp onttrokken worden aan de budgettaire massa die aan de Gewesten en Gemeenschappen geristorneerd kan worden, zonder dat in compensaties wordt voorzien.

Ze achten het des te minder aanvaardbaar dat de basis van de gewestelijke ontvangsten aldus kleiner wordt omdat de Regering, zoals dat in het ontwerp het geval is, geen voorstellen formuleert om andere financiële middelen te vinden.

5. De memorie van toelichting stipt bij artikel 7 aan dat de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken derwijze aangepast zal worden dat het akkoord van 26 juli 1983 correct kan worden uitgevoerd. Bovendien worden de successierechten volgens artikel 6, tweede lid, van het ontwerp geacht gelocaliseerd te zijn op de plaats waar de nalatenschap is opgevalen.

Daaruit schijnt dus voort te vloeien dat het regeringsontwerp :

- niet alleen de successierechten schrapt uit de lijst van de belastingen die aan de Gewesten geristorneerd kunnen worden;
- maar bovendien, overeenkomstig de door de Raad van State in zijn advies van 14 december 1983 gemaakte analyse, een « regionaal aanrekeningsmechanisme van de nationale verbintenissen » organiseert, dat uiteindelijk en onvermijdelijk tot een ongelijke verdeling van de middelen naar gelang van de Gewesten leidt. Zoals de Raad van State in zijn voornoemd advies heeft gepreciseerd, druist dat mechanisme in tegen de regel van de nationale solidariteit, die voor de nationale sectoren vervat is in de wet van 8 augustus 1980 en inzonderheid tegen artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, van die wet.

6. Voorts menen de heren Dehousse, Busquin en Féaux dat de Executieve door de Regering niet voldoende ingelicht is in verband met verscheidene bepalingen van het ontwerp en zij wensen in dat verband nadere toelichting.

a) *De regeling in verband met de bedingen van wederinkoop van titels* (art. 2, § 1).

Die bepalingen hebben betrekking op contractuele bedingen en door het wetsontwerp komt indeplaatsstelling van een mede-contractant tot stand zonder de instemming van de betrokken rechtspersoon, in casu het Gewest.

Door het systeem uit te breiden tot de bedingen van wederinkoop van titels verzaart het ontwerp de financiële lasten die voor de Gewesten uit de toepassing van de waarborg zullen voortvloeien.

b) *Toewijzing van de naar de afzonderlijke sectie van de begroting van Economische Zaken overgehevelde bedragen* (art. 7).

Hoewel de aan die afzonderlijke sectie toegewezen bedragen, wat hun oorsprong betreft, gewestelijk geïdentificeerd worden, geeft het ontwerp geen uitsluit over hun bestemming.

c) *De middelen van de twee gewestelijke vennootschappen.*

In dat verband worden geen aanwijzingen verstrekt en dat probleem is des te belangrijker, daar blijkt dat de door die vennootschappen aangegane leningen de staatswaarborg niet zullen genieten, wat een bestraffing van het Waalse Gewest en de negatie van het beginsel van de nationale solidariteit (art. 10, § 1, tweede lid) betekent.

De financiering van Cockerill-Sambre en van de nationale sectoren in geval van overschrijding van de enveloppes zal bijgevolg geschieden door twee gewestelijke vennootschappen, waarvan de werkelijke ontleningscapaciteit wellicht veranderlijk zal zijn naar gelang van de Gewesten, zonder dat zulks op een objectief criterium in verband met het door de wet nagestreefde doel steunt.

d) *Instelling van een bijzonder voorrecht ten behoeve van de kredietverschaffers* (art. 10, § 2).

De drie leden constateren dat het wetsontwerp geen precisering bevat in verband met het bijzonder voorrecht dat in de plaats van de staatswaarborg in uitzicht wordt gesteld.

Le flou du texte du projet de loi relatif à l'institution de ce « privilège spécial » ne peut être admissible au regard des principes contenus dans la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

Selon l'article 18 de cette loi, « le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires ». La Cour de Cassation en a déduit que les privilèges dérivent exclusivement de la loi (Cass., 8 mai 1885, p. 1886, I, 193): « Pas de privilège sans texte ».

L'absence de fixation claire par la loi de l'assiette du privilège et de son rang par rapport aux éventuels privilèges institués par d'autres lois constitue une grave lacune. Il semble abusif de confier purement et simplement ce pouvoir au Roi car en l'absence de précision légale sur ces points fondamentaux, un pouvoir d'exécution reste indéterminé. La règle de l'égalité des créanciers — hormis le jeu des privilèges légaux — en serait aussi blessée.

De plus, le déséquilibre entre Régions permis par l'absence de garantie de l'Etat est évidemment de nature à porter spécialement atteinte aux intérêts de la Wallonie.

7. Par ailleurs, ils rappellent que l'Exécutif a exigé qu'un schéma de restructuration industrielle et financière de Cockerill-Sambre soit mis en œuvre dans les plus brefs délais sans léser les intérêts de la Région et sans organiser de discrimination entre secteurs nationaux selon la Région concernée.

8. MM. Dehousse, Busquin et Féaux rappellent également que toute décision à prendre dans les secteurs nationaux doit, conformément aux lois de réformes institutionnelles, être soumise à l'avis des Exécutifs régionaux.

C'est pourquoi, ils s'étonnent de la non-consultation de l'Exécutif sur les accords qui auraient été conclus à Val-Duchesse avec le Gouvernement luxembourgeois et constituent sans nul doute des décisions au sens de l'article 6, § 1^{er}, VI, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, d'autant que l'Exécutif n'a été en rien associé à la négociation de ces accords en vertu de l'article 81 de la même loi.

..

Sur cette base, les membres de l'Exécutif confirment leurs jugements antérieurs sur la philosophie de l'accord, à savoir l'avis défavorable de MM. Dehousse, Busquin et Féaux et l'avis favorable de MM. Damseaux, Wathélet et M^{me} Mayence.

J.-M. DEHOUSSE.

Gezien de beginselen van de hypotheekwet van 16 december 1851 zijn de vage bepalingen van het wetsonwerp aangaande de invoering van dat « bijzonder voorrecht » onaanvaardbaar.

Volgens artikel 18 van de wet is « het voorrecht een recht dat uit hoofde van de bijzondere aard der schuldvordering aan een schuldeiser toekomt en hem voorrang verleent boven de andere schuldeisers, zelfs de hypothecaire ». Het Hof van Cassatie heeft daaruit afgeleid dat voorrechten uitsluitend uit de wet voortvloeien (Cass., 8 mei 1885, pas. 1886, I, 193): « Geen voorrecht zonder uitdrukkelijke bepaling ».

Indien de wet de vestiging van het voorrecht en de rangorde ten opzichte van eventuele voorrechten die bij andere wetten zijn ingesteld, niet duidelijk vastlegt, is dat een grote leemte. Het komt als wederrechtelijk over die bevoegdheid zonder meer aan de Koning toe te vertrouwen, want bij uitblijven van een wettelijke precisering over die fundamentele punten blijft ook de bevoegdheid tot uitvoeren in het ongewisse. Ook zou de regel van de gelijkheid onder de schuldeisers — de toepassing van de wettelijke voorrechten uitgezonderd — geweld worden aangedaan.

Bovendien kan het gebrek aan evenwicht tussen de Gewesten, dat ontstaat omdat de staatswaarborg niet wordt verleend, uiteraard vooral de belangen van Wallonië schaden.

7. Overigens herinneren zij eraan dat de Executieve heeft geëist dat een schema voor de industriële en financiële herstructurering van Cockerill-Sambre ten spoedigste zou worden opgesteld zonder de belangen van het Gewest te schaden en zonder een discriminatie onder de nationale sectoren naar gelang van het betrokken Gewest in te voeren.

8. De heren Dehousse, Busquin en Féaux wijzen er tevens op dat elke beslissing voor de nationale sectoren, overeenkomstig de wetten tot hervorming der instellingen, aan het advies van de Gewestexecutieven moet worden voorgelegd.

Daaroni spreken zij er hun verwondering over uit dat de Executieve niet werd geraadpleegd over de akkoorden die naar verluidt te Hertoginnedal met de Luxemburgse regering zijn gesloten en die ongetwijfeld beslissingen zijn in de zin van artikel 6, § 1, VI, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, te meer daar de Executieve helemaal niet betrokken was bij het overleg over die akkoorden, wat in strijd is met artikel 81 van dezelfde wet.

..

Om die reden bevestigen de leden van de Executieve hun vroeger oordeel over de filosofie van het akkoord, met name het ongunstig advies van de heren Dehousse, Busquin en Féaux en het gunstig advies van de heren Damseaux en Wathélet en van M^{vr}. Mayence.

**AVIS SUR UN AVANT-PROJET DE LOI
RELATIVE AUX SOLDES ET CHARGES DU PASSE
DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS ET AU FINANCEMENT
DES SECTEURS ECONOMIQUES NATIONAUX**

1. Sur le plan de la procédure et de la technique juridique, l'Exécutif regrette tout d'abord d'être consulté sans disposer de l'avis du Conseil d'Etat sur le projet concerné.

2. Quant au fond, l'Exécutif constate que le projet de loi permet à la Région wallonne d'atténuer les difficultés nées du problème des charges du passé. Toutefois, il ne rencontre pas certaines préoccupations qu'il a exprimées et que le Conseil régional a faites siennes, à savoir :

- le paiement intégral des soldes des années antérieures en quatre années, à partir de 1982;
- la reprise par l'Etat, à partir de 1980, des amortissements et remboursements des emprunts émis entre 1975 et 1979 par la S.N.L. et la S.N.T.

3. L'Exécutif note également que l'article 3, § 4, du projet de loi prévoit que « Les montants des soldes prévus aux §§ 1 et 2 et des crédits prévus au § 3 sont fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Exécutif de la Communauté française, de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif flamand », mais constate qu'une réelle évaluation contradictoire à ce sujet n'a pas eu lieu. Il regrette d'autant plus cet élément que les montants prévus dans le précédent projet d'arrêté royal numéroté étaient inférieurs à la réalité des charges à prendre en considération pour ce qui concerne la Région wallonne, et notamment celles qui découleraient de la mise en œuvre des garanties et l'issue de procédures judiciaires.

L'Exécutif ne peut admettre le transfert à la Région des charges afférentes à l'exécution des garanties octroyées avant qu'elle ne dispose de la personnalité juridique. Une telle disposition est par ailleurs contraire aux travaux préparatoires des lois de réformes institutionnelles.

Il est d'autant plus anormal de faire supporter par les Régions la mise en œuvre des garanties de l'Etat accordées antérieurement au 1^{er} octobre 1980 :

- a) qu'il s'agit, comme leur nom l'indique, de garanties de l'Etat;
- b) qu'elles ont été accordées à ce titre par des Ministres du Roi agissant en tant qu'organes du pouvoir central;
- c) que ces Ministres n'ont du reste pas été concernés par la réforme de l'Etat en ce qu'ils exerçaient soit la charge des Finances soit celle du budget;
- d) que, jusqu'au 1^{er} octobre 1980, la Région n'existait pas comme entité dotée de la personnalité juridique mais comme simple subdivision administrative dépourvue de toute personnalité juridique distincte de celle de l'Etat et dont les actes, par conséquent, ne pouvaient être imputés qu'à l'Etat;
- e) que cette absence de personnalité juridique a été abondamment confirmée par le Conseil d'Etat, la doctrine et les travaux préparatoires des lois de 1974, de 1979 et du 8 août 1980;
- f) qu'il ne peut être remédié postérieurement à cet état de fait, l'article 2 du Code Civil établissant que la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a point d'effet rétroactif, principe d'autant plus déterminant quand il s'agit d'une matière financière ou fiscale;
- g) qu'au surplus, en dehors d'une disposition qui relève du pur formalisme, il est porté atteinte au droit des tiers puisque la Région n'est pas à même d'assurer la responsabilité financière que le projet se propose de lui confier.

Enfin, l'Exécutif signale qu'une erreur matérielle semble s'être glissée dans l'article 5, § 3, deuxième alinéa, dans lequel le renvoi « aux articles 2, 2^o et 3^o » doit sans doute se lire « à l'article 2, § 2, a et b » puisque l'article 2 ne comporte pas de 2^o et 3^o.

4. L'Exécutif rappelle qu'en vertu de l'article 6, § 1^{er} VI, 4^o, seconde partie, 1, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la matière des secteurs nationaux relève de la compétence exclusive de l'autorité nationale.

L'exercice de cette compétence exclusive implique que l'autorité nationale est également seule compétente pour définir la politique de financement en la matière et que les dépenses publiques qui en résultent sont elles aussi exclusivement à charge du budget national.

5. D'autre part, l'Exécutif exige qu'un schéma de restructuration industrielle et financière de Cockerill-Sambre soit mis en œuvre dans les plus brefs délais sans léser les intérêts de la Région. Dans le même ordre d'idées, il ne pourrait accepter que des discriminations soient organisées entre secteurs nationaux selon la Région concernée, ce qui exclut par exemple le subventionnement des Charbonnages de Campine par le biais de la politique énergétique nationale.

6. En outre, l'Exécutif fait remarquer qu'après le gel du F.R.I., dont la création résulte des accords sidérurgiques de 1978 et dont les moyens avaient été présentés

**ADVIES OVER EEN VOORONTWERP VAN WET
BETREFFENDE DE SALDI EN DE LASTEN VAN HET VERLEDEN
VAN DE GEMEENSCHAPPEN EN DE GEWESTEN
EN DE NATIONALE ECONOMISCHE SECTOREN**

Op het vlak van de procedure en de rechtstechniek betreurt de Executieve eerst en vooral dat zij is geraadpleegd zonder over het advies van de Raad van State betreffende het ontwerp te kunnen beschikken.

Over de grond van de zaak constateert de Executieve dat het wetsontwerp het Waalse Gewest in staat stelt de moeilijkheden die voortvloeien uit de lasten van het verleden, te verzachten. Het beantwoordt evenwel niet aan enkele punten van zorg die zij heeft te kennen gegeven en die de Gewestraad heeft overgenomen, met name :

- volledige betaling van de saldi van de vorige jaren in vier jaar, vanaf 1982;
- overname door de Staat vanaf 1980 van de aflossingen en terugbetaling van de leningen die tussen 1975 en 1979 door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en door de Nationale Landmaatschappij werden aangegaan.

3. De Executieve stipt tevens aan dat artikel 3, § 4, van het wetsontwerp bepaalt dat « de bedragen van de in de §§ 1 en 2 bedoelde saldi en van de in § 3 bedoelde kredieten worden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Vlaamse Executieve, van de Franse Gemeenschapsexecutieve en van de Waalse Gewestexecutieve », maar dat er dienaangaande geen werkelijke raming op tegenspraak heeft plaatsgehad. Zij betreurt zulks des te meer daar de bedragen die in het vorige ontwerp van genummerd koninklijk besluit stonden vermeld, lager liggen dan de werkelijke lasten die wat betreft het Waalse Gewest in overweging moeten worden genomen, en met name die welke zouden voortvloeien uit de toepassing van de waarborgen en de afloop van de rechterlijke procedures.

De Executieve kan de overdracht aan het Gewest van de lasten betreffende de uitvoering van waarborgen die werden verleend alvorens de Gewesten rechtspersoonlijkheid bezaten, niet aanvaarden. Een dergelijke bepaling is overigens in strijd met de parlementaire voorbereiding van de wetten tot hervorming der instellingen.

Het is des te abnormaler de uitvoering van de vóór 1 oktober 1980 toegestane staatswaarborgen door de Gewesten te doen dragen aangezien :

- a) het — zoals hun benaming aanwijst — om staatswaarborgen gaat;
- b) deze als dusdanig zijn toegekend door ministers van de Koning, handelend als organen van het centraal bestuur;
- c) die ministers overigens niet betrokken waren bij de staatshervorming, voor zover zij belast waren met de Financien of met de Begroting;
- d) het Gewest vóór 1 oktober 1980 niet bestond als een entiteit met rechtspersoonlijkheid, maar wel als een gewone administratieve onderverdeling zonder enige rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van de Staat, en waarvan de handelingen derhalve enkel ten laste van de Staat konden worden gelegd;
- e) het ontbreken van rechtspersoonlijkheid ten overvloede bevestigd werd door de Raad van State, de rechtsleer en de parlementaire voorbereiding van de wetten van 1974, 1979 en 8 augustus 1980;
- f) zulks niet *a posteriori* kan worden verholpen, aangezien artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat de wet alleen beschikt voor het toekomstige en geen terugwerkende kracht heeft; dit principe is des te stringenter als het om financiële of fiscale aangelegenheden gaat;
- g) daarenboven, en met uitzondering van een bepaling die van louter formele aard is, de rechten van derden worden geschaad, daar het Gewest niet in staat is de financiële verantwoordelijkheid te dragen die het ontwerp eraan wil opdragen.

Tenslotte wijst de Executieve op een blijkbaar materiële vergissing in artikel 5, § 3, tweede lid, waarin de verwijzing naar « artikel 2, 2^o en 3^o » ongetwijfeld moet worden gelezen als « artikel 2, § 2, a) en b) »; artikel 2 bevat immers geen 2^o noch 3^o.

4. De Executieve herinnert eraan dat de materie van de nationale sectoren, krachtens artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, uitsluitend tot de bevoegdheid van de nationale overheid behoort.

4. De uitoefening van die uitsluitende bevoegdheid impliceert dat de nationale overheid eveneens alleen bevoegd is om terzake het financieringsbeleid te bepalen en dat de overheidsuitgaven die eruit voortvloeien, eveneens uitsluitend ten laste van de nationale begroting vallen.

5. Voorts vraagt de Executieve dat binnen de kortste tijd een schema wordt opgesteld voor de industriële en financiële herstructurering van Cockerill-Sambre, waarbij de belangen van het Gewest niet worden geschaad. In diezelfde gedachtengang zou de Executieve niet kunnen aanvaarden dat, naargelang van het Gewest, een discriminatie tot stand komt tussen de nationale sectoren. Dit sluit bij voorbeeld uit dat de Kempense Steenkoolmijnen via het nationaal energiebeleid worden gesubsidieerd.

6. Bovendien merkt de Executieve op dat na de bevrozing van het F.I.V., waarvan de oprichting voortvloeit uit de staalakkorden van 1978 en waarvan

« le transfert vers les Fonds de crédits d'ordonnancement inscrits dans un budget national et initialement destinés à des investissements nationaux dans la Région concernée. »

Dans son avis du 28 juillet 1983, l'Exécutif flamand a souligné le problème d'exécution que ne manquera pas de poser le transfert des crédits d'ordonnancement. L'Exécutif flamand constate que le projet à l'examen ne prévoit plus cette possibilité de financement.

L'Exécutif flamand estime, en outre, que l'article 10, §§ 1^{er} et 2, ne prévoit pas suffisamment de possibilités pour exclure la garantie de l'Etat sur les opérations des filiales de la S.N.S.N. La loi doit exclure aussi bien la garantie directe de l'Etat sur les opérations de la filiale de la S.N.S.N. elle-même que la garantie indirecte de l'Etat sur les opérations réalisées par l'intermédiaire de la S.N.S.N.

Par ailleurs, l'Exécutif flamand se demande si le rang, l'assiette et les modalités d'exercice d'un privilège spécial peuvent être déterminés par arrêté royal. Cette procédure peut soulever des problèmes juridiques et exclut insuffisamment la possibilité d'une garantie de fait de l'Etat. L'Exécutif flamand souhaite que soit également respecté son droit d'avis à l'égard d'un tel arrêté royal.

Enfin, l'article 10, § 2, se réfère aux « ressources financières » des filiales de la S.N.S.N., sans spécifier ce qu'il faut entendre par là. Selon l'Exécutif flamand, seules les ressources prévues au point 3.2. de la décision gouvernementale du 26 juillet 1983 sont concernées.

∴

Quant à l'article 11, l'Exécutif flamand le considère comme superfétatoire, eu égard aux dispositions de l'arrêté numéroté portant fixation exceptionnelle de règles spécifiques en matière de rémunérations, indemnités et avantages alloués dans certaines entreprises du secteur sidérurgique.

L'Exécutif flamand n'a pas de remarques à formuler au sujet de l'article 12.

Concernant l'article 13, l'Exécutif flamand exige que son droit d'avis en la matière soit pleinement respecté et que l'arrêté royal en question lui soit donc rapidement soumis. L'Exécutif flamand insiste pour que la composition du Comité soit paritaire.

∴

Enfin, l'Exécutif flamand rappelle que l'accord de coopération entre les entreprises sidérurgiques doit lui être soumis pour avis.

« de overdracht aan de Fondsen van ordonnanceringskredieten ingeschreven op een nationale begroting en oorspronkelijk bestemd voor nationale investeringen in het betrokken Gewest. »

In haar advies van 28 juli 1983 had de Vlaamse Executieve gewezen op een duidelijk uitvoeringsprobleem wat de overdracht van ordonnanceringskredieten betreft. De Vlaamse Executieve stelt vast dat het voorliggend ontwerp deze financieringsmogelijkheid niet meer voorziet.

De Vlaamse Executieve meent bovendien dat artikel 10, § 1 en § 2, onvoldoende mogelijkheden voorzien om de staatswaarborg op de verrichtingen van de N.M.N.S.-filialen uit de sluiten. Zowel de directe staatswaarborg op de verrichtingen van de N.M.N.S.-filiale zelf, als de indirecte staatswaarborg op die verrichtingen, via de N.M.N.S., dienen wettelijk uitgesloten te worden.

Bovendien vraagt de Vlaamse Executieve zich af of de rangorde, het voorwerp en de modaliteiten van de uitoefening van een bijzonder voorrecht wel bij koninklijk besluit kunnen bepaald worden. Een dergelijke handelwijze kan juridische problemen stellen en sluit de mogelijkheid van een feitelijke staatswaarborg onvoldoende uit. De Vlaamse Executieve wenst dat ook haar adviesrecht ten aanzien van bedoeld koninklijk besluit ten volle zou gerespecteerd worden.

Tenslotte verwijst artikel 10, § 2 naar « de financiële middelen » van de N.M.N.S.-filialen zonder te specificeren welke middelen hiermee bedoeld worden. Volgens de Vlaamse Executieve kunnen alleen deze middelen, voorzien in punt 3.2. van de regeringsbeslissing van 26 juli 1983 hiervoor in aanmerking genomen worden.

∴

Met betrekking tot artikel 11 meent de Vlaamse Executieve dat dit artikel overbodig is gezien de bepalingen van het genummerd koninklijk besluit tot uitzonderlijke vaststelling van de specifieke regels inzake lonen, vergoedingen en voordelen, toegekend in bepaalde ondernemingen van de staalsector.

De Vlaamse Executieve heeft geen bemerkingen wat artikel 12 betreft.

Inzake artikel 13 eist de Vlaamse Executieve dat haar adviesrecht terzake tenvolle zou gerespecteerd worden en dat het bedoelde koninklijk besluit haar dus spoedig ter advies zou voorgelegd worden. De Vlaamse Executieve dringt aan op een paritaire samenstelling van het bedoelde Comité.

∴

De Vlaamse Executieve herhaalt bovendien dat het samenwerkingsakkoord tussen de staalondernemingen haar ter advies dient voorgelegd te worden.

G. GEENS.

AVIS DE L'EXECUTIF DE LA REGION BRUXELLOISE

Objet : Projet de loi relatif aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux.

1. L'Exécutif de la Région bruxelloise observe que les emprunts, à contracter par les sociétés anonymes visées au § 1^{er} de l'article 10 du projet, ne semblent pas bénéficier de la garantie de l'Etat et se demande s'il s'agit là d'un fait volontaire dans le chef du Gouvernement ou simplement d'une omission.

2. L'article 10, § 2, ne précise pas quels sont les privilèges spéciaux dont il est question, et par conséquent, l'Exécutif s'interroge sur la réaction des bailleurs de fonds face à cette imprécision.

3. L'Exécutif constate que l'article 12 est de nature à éliminer tout doute quant à la régularité des interventions financières du Gouvernement actuel et de ses prédécesseurs.

4. L'Exécutif remarque que le dispositif actuel de l'article 13 ne semble pas de nature à garantir le respect des accords de non-concurrence.

5. Pour le surplus, l'Exécutif de la Région bruxelloise marque son accord sur le texte qui lui a été soumis, sous réserve que le tableau adopté par le Conseil des Ministres en date du 4 novembre 1983 soit, comme convenu, remis aux membres de chacune des deux commissions parlementaires et figure en annexe au rapport de ces commissions.

Il attire l'attention sur le fait que la création de deux S.R.S.N., sociétés filiales de la S.N.S.N. ne peut avoir pour effet, pour ce qu'il existe des secteurs nationaux à Bruxelles, de les priver de toutes ressources. Il y a donc lieu de maintenir le rôle et certaines ressources à la S.N.S.N. dans la mesure où il serait indispensable de faire appel à elle pour Bruxelles.

Il prend acte de ce que les droits de succession localisés sur le territoire de la Région bruxelloise n'ont pas fait l'objet d'une affectation dans le cadre des décisions qui sont intervenues.

L'Exécutif de la Région bruxelloise demande que les montants correspondants soient mis à la disposition de la Région bruxelloise lorsque la loi prévue à l'article 107^{quater} de la Constitution sera adoptée en ce qui la concerne.

Paul HATRY,

Ministre de la Région bruxelloise
Président de l'Exécutif.

ADVIES VAN DE EXECUTIEVE VAN HET BRUSSELS GEWEST

Betreft : Wetsontwerp betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en Gewesten en de financiering van de Nationale Economische sectoren.

1. De Executieve van het Brussels Gewest stelt vast dat de leningen die moeten worden aangegaan door de naamloze vennootschappen bedoeld in § 1 van het artikel 10 van het ontwerp de staatswaarborg niet schijnen te genieten en zij vraagt zich af of dit opzettelijk door de Regering werd gedaan of dat het hier gewoon om een nalatigheid gaat.

2. Artikel 10, § 2, preciseert niet welke de speciale voorrechten zijn waarvan sprake en bijgevolg vraagt de Executieve zich af welke de reactie zal zijn van de geldschieters tegenover deze onduidelijkheid.

3. De Executieve stelt vast dat artikel 12 alle twijfels uitsluit wat de regelmatigheid van de financiële tegemoetkomingen van de huidige Regering en haar voorgangers betreft.

4. De Executieve merkt op dat de huidige bepaling van artikel 13 niet van die aard schijnt te zijn dat de naleving van de niet-concurrentie akkoorden gewaarborgd is.

5. Bovendien gaat de Executieve van het Brussels Gewest akkoord met de voorgelegde tekst, op voorwaarde dat de tabel aangenomen door de Ministerraad op 4 november 1983 zoals overeengekomen overhandigd zou worden aan ieder lid van de beide parlementaire commissies en als bijlage bij het verslag van deze commissies wordt gevoegd.

Zij vestigt de aandacht op het feit dat de oprichting van twee G.M.N.S., filialen van de N.M.N.S. niet tot gevolg mag hebben dat de nationale sectoren te Brussel van alle middelen verstoken blijven. In de mate dat het onontbeerlijk zou zijn voor Brussel een beroep te doen op de N.M.N.S., zouden de rol en bepaalde middelen ervan behouden dienen te blijven.

Zij neemt er acte van dat de successierechten gelocaliseerd in het gebied van het Brussels Gewest niet het voorwerp uitmaakten van een bestemming in het kader van de genomen beslissingen.

De Executieve van het Brussels Gewest vraagt dat de overeenkomstige bedragen voor het Brussels Gewest beschikbaar zouden worden gesteld wanneer de wet ter zake voorzien in artikel 107^{quater} van de Grondwet zal worden goedgekeurd.

Paul HATRY.

Minister van het Brussels Gewest
Voorzitter van de Executieve.